

## **A l'occasion de la rentrée sociale, un entretien avec Luc Bérille**

### ***Quel est l'état d'esprit du secrétaire général de l'UNSA en cette veille de la rentrée sociale ?***

Pour l'UNSA, la situation économique et sociale est préoccupante depuis de nombreux mois. Durant l'été, de nombreux plans de sauvegarde de l'emploi ont été annoncés dans tous les secteurs de l'économie. Les derniers chiffres de l'INSEE concernant le deuxième trimestre viennent confirmer une tendance très négative. Notre pays est aux portes de la récession. La situation de l'emploi s'aggrave et nous assistons à un recul continu de la production d'avril à juin.

### ***Est-ce que la « grande conférence sociale » du début juillet est de nature à apporter des réponses rapides et efficaces ?***

Dans un contexte d'aggravation de la crise économique et sociale, la réunion de tous les acteurs sociaux est acte positif et significatif.

L'UNSA ne sous-estime pas les divergences d'approches et de points de vue existant entre les différents partenaires. Pour autant, la méthode d'approfondissement du dialogue social oblige désormais tous les partenaires : le gouvernement et les organisations de salariés comme d'employeurs. Dans cet esprit, l'UNSA est prête à assumer ses responsabilités dans l'intérêt des salariés.

### ***Et la fonction publique dans ce contexte de crise économique ?***

La question de la fonction publique ne peut pas être abordée uniquement au travers de logique comptable.

Pour l'UNSA, il convient de rompre avec les pratiques antérieures de suppressions purement budgétaires de postes et de lier désormais fortement emplois publics, budgets de fonctionnement et missions à accomplir (dans cet esprit, les mesures prises dans l'éducation nationale pour la rentrée 2012 vont dans le bon sens). Nous sommes très attachés au service public et demandons au gouvernement d'ouvrir une large concertation sur l'évolution de ce dernier, dépassant le cadre de la seule fonction publique.

### ***Un mot sur le secteur automobile qui subit une dépression historique ?***

Le gouvernement vient de présenter son Plan Automobile qui comporte plusieurs mesures qui vont dans le bon sens : Au-delà de ces mesures stratégiques, il faut, pour l'UNSA, répondre à l'urgence sociale pour les salariés concernés. Les éventuelles restructurations ne doivent se traduire par aucun licenciement sec. Dans la situation difficile de l'automobile française, les investissements en recherche et développement doivent constituer la priorité absolue des constructeurs.

Le coût du travail français est équivalent au coût du travail allemand et à celui d'autres pays constructeurs comme la Belgique ou la Suède. Le problème de l'industrie française ne réside donc pas dans un coût trop élevé mais dans un mauvais positionnement que le Plan Automobile doit aider à corriger.